N°309 du 20 Novembre 2014 / Prix : 250 F CFA / 7ème année

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

L'ARGENT, POUVOIR DU DIABLE ? P.4

Lumière :

Présentation des enfants à l'église P.4

Veillée d'armes pour les marches à Lomé :

Le peuple du parti au pouvoir et celui du CAP-2015 dans les rues demain matin

Une marrée humaine attendue au départ de la marche pacifique de UNIR

P.3

Des militants du CAP-2015

Lutte contre EBOLA :

LE PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBE REÇOIT LA REPRÉSENTANTE DE L'OMS AU TOGO

P.2

Le Président Faure Gnassingbé

Baisse des cours du pétrole:

La hausse du dollar complique toute baisse de prix à la pompe P.4

Programme Millenium Challenge Corporation (MCC) des USA: P.5

A droite, le coordinateur de la cellule nationale du MCC

Le Togo a validé sept (07) points

Adresse : 63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest. 15 BP: 82 Lomé - Togo - Tel: 23 20 92 75 / 90 01 21 69 - Email: essodom68@yahoo.fr

Alberto Olympio lance officiellement son livre " Je prends le parti des Togolais "

Le président du Parti des Togolais, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2015, Alberto Olympio, a officiellement lancé, le mardi 18 novembre 2014, son livre intitulé : " Je prends le parti des Togolais". La cérémonie de lancement s'est déroulée à Lomé devant un parterre de journalistes nationaux et étrangers et en présence de plusieurs invités.

La table d'honneur au lancement du livre d'Alberto Olympio (milieu)

Ce livre retrace d'abord le parcours du candidat puis résume son projet de société pour le Togo. Une innovation dans le camp de l'opposition togolaise qui a toujours brandi aux électeurs l'alternance comme seul de projet de société.

Le projet d'Alberto Olympio est bâti autour de six leviers essentiels à savoir : Renforcer la Constitution et restructurer les Institutions ; Améliorer la justice et renforcer l'Etat de droit ; Moderniser l'administration ; Moderniser l'armée et les forces de sécurité ; Accélérer la décentralisation ; Renforcer la liberté de la presse.

Les réformes politiques occupent une place de choix dans l'ouvrage de l'auteur". Le Parti des Togolais bâtira un Togo émergeant basé sur un État moderne à partir de nouvelles bases constitutionnelles et des Institutions fortes qui favorisent la bonne gouvernance, en redonnant espoir à la jeunesse, aux femmes et à tout le peuple Togolais", écrit l'auteur qui a tenu, au cours du lancement, à apporter son soutien à tous les partis politiques qui se battent pour obtenir ces réformes.

Le livre aborde également la justice. Pour Alberto Olympio, il n'y a pas de développement sans une justice indépendante. Parlant de l'administration, le livre dénonce le nombre pléthorique des ministres. Il estime par ailleurs que s'il est élu président de la République, il mettra beaucoup plus de moyens à la disposition de la presse pour qu'elle devienne indépendante. "

Afin que la presse contribue de manière positive au développement économique et social du Togo, nous engagerons les réformes permettant de faire d'elle une presse libre, forte, professionnelle et responsable, une presse indépendante des chapelles politiques et de tout groupe de pression ".

" Attentifs aux inquiétudes et aux espoirs des Togolais, nous avons pour priorité que chacune et chacun trouve sa voie de réussite dans notre société et qu'aucune région ou village ne soit délaissé(e). Nous œuvrons à donner à chaque Togolais l'opportunité de vivre dans un espace de liberté et de respect des droits de l'homme qui permette à chacun de s'épanouir et de prospérer selon ses capacités et ses aspirations, dans un environnement où l'égalité des chances est une réalité ", promet Alberto Olympio dans on ouvrage.

Pierre A.

Journée mondiale des toilettes :

L'AMEA forme les professionnels des medias sur leur rôle dans la lutte contre la défécation à l'air libre

Dans le cadre de la Journée Mondiale des Toilettes commémorée chaque 19 novembre, l'Alliance des Médias pour l'Eau et l'Assainissement (AMEA), en partenariat avec le Conseil de Concertation pour l'Assainissement de Base au Togo (CCABT), a organisé une formation à l'endroit d'une trentaine de journalistes togolais sur le thème " Rôle des médias pour la fin de la défécation à l'air libre au Togo ". Cette rencontre a eu lieu le 18 novembre 2014 dans les locaux de l'ONG BORNFODEN à Lomé.

Cette formation visait à informer et à sensibiliser les professionnels des médias sur le problème défécation à l'air libre et les défis qui attendent le Togo dans le sous-secteur de l'assainissement. Elle devrait permettre également de susciter une prise de conscience au niveau des médias sur les questions d'assainissement de base et de les amener à jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre la défécation à l'air libre au Togo.

Pour les dernières statistiques au Togo, plus de 60% de la population n'a pas accès à l'assainissement de base et surtout ne dispose pas de latrines dans le ménage. L'idée majeure de cette journée est de conscientiser la population sur le phénomène de défécation qui pollue l'environnement et est source de maladies.

Selon le chef division de l'assainissement sanitaire au ministère de la Santé, M. Amadou Sani, dans certaines communautés, à l'exemple de Bè, sur cent (100) ménages, seulement dix (10) disposent de latrines.

" Suivant les prévisions 2011-2015 de l'Etat, sur 433 000 latrines envisagées, seulement 20 395 ont été mises en place à ce jour, soit 4,17%. Cette défaillance est due au manque de moyens financiers ", a-t-il précisé.

Pour le président de l'AMEA, M. Koami Amégnignon François, à travers le thème de cette formation, il s'agit d'amener les professionnels des médias à conscientiser sur le phénomène.

Deux communications ont meublé la rencontre. Il s'agit de la " Présentation de la Journée Mondiale des Toilettes " faite par M. Achille Lokossou, Coordonnateur WSSC, et de la " Stratégie de communication des Médias pour l'approche de l'assainissement par les Communauté (ATPC) présentée par M. Salami, Délégué UNICEF.

Un enfant se mettant à l'aise dans la nature

Outre ces communications, les participants ont eu droit à une visite de terrain dans les bidonvilles à l'instar de Gbadago longeant les rails vers le marché de Hanoukopé, zone particulièrement touchée par le phénomène de la défécation à l'air libre.

Notons que le thème de la Journée mondiale des Toilettes retenu par les Nations Unies cette année est " Egalité et dignité " avec pour but de mettre en lumière les risques de violences sexuelles auxquelles les femmes et filles sont confrontées en raison d'un manque d'intimité lié à l'absence de toilettes.

Carole AGHEY

Lutte contre EBOLA :

LE PRESIDENT FAURE GNASSINGBE RECOIT LA REPRESENTANTE DE L'OMS AU TOGO

Le 6 novembre dernier, ses pairs de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), exprimaient à Faure Gnassingbé leur confiance pour coordonner le processus de riposte pour l'éradication de la maladie à virus Ebola. Et déjà, le Président togolais s'active avec méthode pour assurer l'efficacité des moyens mis en œuvre et des efforts déployés par l'organisation communautaire contre l'épidémie.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) se félicite de l'engagement personnel de Faure GNASSINGBE et l'encourage dans son programme de supervision de la lutte. Il s'agira de consolider la synergie entre les Etats, mobiliser les ressources nécessaires et renforcer la sensibilisation.

La Représentante de l'OMS pour le Togo s'était à cet effet rendue au Cabinet du Chef de l'Etat ce mardi 18 novembre 2014 pour une concertation, occasion pour les deux personnalités de revisiter les contours des stratégies de lutte contre Ebola.

On retiendra de cette audience que le dispositif de prévention mis en place par le Togo est confirmé cohérent et efficace. Avec son hôte, Dr IMBULA Lucile a également mentionné le système d'alerte précoce, les contrôles au niveau des frontières, la mise en place d'une structure d'isolement au Centre Hospitalier et Universitaire de Lomé, sans occulter la campagne d'information auprès des populations en vue de les encourager à adopter des comportements qui sauvent.

Le Présidnet Faure Gnassingbé

Il faut rappeler qu'aucun cas d'Ebola n'a été enregistré jusqu'à présent au Togo.

CHRONIQUE de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Veillée d'armes pour les marches à Lomé :

Le peuple du parti au pouvoir et celui du CAP-2015 dans les rues demain matin

Les rues de Lomé seront ce vendredi 21 novembre bondées de marcheurs. Ces marcheurs sont issus, d'une part, du parti au pouvoir, c'est-à-dire UNIR et ses associations affiliées, et d'autres part, de la nouvelle trouvaille de l'ANC, en l'occurrence le CAP-2015. Si les deux camps ont décidé de marcher le même jour et dans les rues de la capitale, ils ne semblent pas poursuivre les mêmes objectifs. Le CAP 2015 est guidé par le désir de transposer au Togo le soulèvement populaire du Burkina Faso qui a contraint l'ancien président Blaise Compaoré à quitter le pouvoir. Comme si au Togo, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé cherchait à modifier la Constitution pour s'éterniser au pouvoir à l'instar de l'ex-président burkinabé, Blaise Compaoré après 27 ans de règne.

Le ''peuple'' du parti UNIR dans les rues de Lomé

Le ''peuple'' de CAP 2015 également dans les rues de Lomé

Pour les thuriféraires de l'ANC, l'actualité du Burkina Faso doit être exploitée en mobilisant les militants baptisés " le peuple ", en vue de provoquer une insurrection et d'aboutir ainsi au même résultat que dans ce pays frère. Pour ce faire, ils entendent mobiliser des badauds et autres vandales en vue de semer le chaos à Lomé. Histoire de montrer à qui veut les entendre que le " peuple " veut la limitation du mandat présidentiel avec effet immédiat et donc le départ du président Faure Gnassingbé pourtant démocratiquement élu par le peuple en 2010.

En clair, le CAP-2015 entend mobiliser son " peuple " pour provoquer l'insurrection. Va-t-il parvenir à ses fins ? Pourquoi l'opposition qui était dans la dynamique du scrutin présidentiel de 2015 opte-t-elle subitement pour la rue ?

L'on se rend compte que nos leaders de l'opposition n'ont pas les pieds sur terre. Comment peuvent-ils comparer la situation du Burkina Faso à celle du Togo ? Il n'existe aucune similitude entre les contextes togolais et burkinabé.

Il va sans dire que l'opposition togolaise est en manque d'initiatives pour aboutir à ses fins et navigue à vue. Sinon l'actualité burkinabé ne devrait avoir aucun impact sur son agenda politique. Cette opposition avait déjà envoyé ses représentants à la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) et dans les CELI (Commissions Electorales Locales Indépendantes). La CENI est actuellement à pied d'œuvre pour entamer la révision des listes électorales. Le hic, c'est que suite aux événements du Burkina Faso, l'opposition togolaise qui était déjà dans la dynamique de l'organisation l'élection présidentielle de 2015, choisit maintenant s'embourber dans les manifestations de rue avec leurs corollaires de violences et de destructions de biens publics et privés au lieu de se concentrer sur le processus électoral. Que ferait-elle si cette aventure n'aboutissait à rien ? Se résoudrait-elle dans ce cas à revenir honteusement au processus électoral ?

En ce qui concerne le parti UNIR et ses associations, notamment la NJSPF, la Majorité Silencieuse et le Mouvement de Soutien à Faure, ils ne comptent pas laisser les rues de Lomé au CAP-2015 seul. Le même jour, c'est-à-dire le vendredi 21 novembre, ils entendent également battre le pavé. Ils veulent en effet mobiliser aussi leur " peuple " pour soutenir les institutions en place. Ainsi, le monde entier saura que le vrai peuple togolais qui a élu à 60% le président Faure Gnassingbé en 2010 est encore derrière lui pour la tenue effective de l'élection présidentielle de 2015 à la date constitutionnelle.

Selon l'article 61 de la Constitution, " Le scrutin est ouvert sur convocation du corps électoral par décret pris en conseil des ministres soixante (60) jours au moins et soixante-quinze (75) jours au plus avant l'expiration du mandat du Président en exercice ". Or, le président Faure Gnassingbé avait prêté serment le 03 mai 2010. Ce qui veut dire que l'élection présidentielle de 2015 devra se tenir entre mi-février et début mars prochain. A trois mois du scrutin, est-il possible de toucher à la Constitution ?

A ce sujet, le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance indique clairement en son article 2 alinéa 1 que : " Aucune réforme substantielle de la loi électorale ne doit intervenir dans les six (6) mois précédant les élections, sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques ".

Est-il possible de trouver ce large consensus à trois mois du scrutin ? Aucun problème ne se poserait si tous les acteurs étaient en mesure d'accorder leur violon pour dégager un consensus. Mais si déjà l'opposition s'est montrée incapable de s'accorder sur un candidat unique après plus de deux mois de conclave, il est illusoire de penser qu'un large consensus de toute la classe politique peut être trouvé à trois mois du scrutin présidentiel.

D'ores et déjà, la CENI annonce avoir bouclé son budget et compte démarrer la révision de la liste électorale dans quelques jours. Les Togolais sont donc prêts à aller aux urnes à la date constitutionnelle pour élire leur Président. Le Président élu se chargera d'opérer les réformes voulues par tous. Quant à l'opposition qui rêve du syndrome burkinabé dans notre pays demain, elle sera déçue car le peuple togolais est mature et ne se laissera pas entrainer dans des violences inutiles. La marche du CAP-2015 de ce vendredi n'est donc qu'un pétard mouillé.

Aliziou Dominique

Actualités politiques au Togo | Le MSF reste ferme :

" Nous sommes d'accord pour les réformes, mais il faut qu'elles respectent les textes "

L'actualité sociopolitique togolaise devenue très dense ces derniers temps, est au centre des préoccupations des partis politiques et associations soucieux de situer leurs militants et sympathisants sur la conduite à tenir. C'est le cas du Mouvement de Soutien au Président Faure (MSF), un mouvement apolitique, proche du politique Union pour la République (UNIR). Ce mouvement s'est prononcé, lors d'une conférence de presse, dimanche dernier à Lomé, sur l'actualité politique du pays, notamment les réformes politiques, la proposition de loi du couple CAR-ADDI, la marche de l'opposition du 21 novembre, etc.

Kadanga Poro, Coordinateur général du MSF

Dans une déclaration lue par son coordinateur général, Poro Tchakpala Katanga, le MSF " déplore la carence dans l'analyse et l'interprétation des textes essentiels par des soi-disant juristes " qui réclamaient la " démission " du Premier ministre (PM) et de son gouvernement au lendemain du rejet, par le Parlement, de la loi portant limitation de mandat au poste de Président de la République.

Relevant que le PM ne peut rendre le tablier que lorsqu'il s'agit de " motion de censure ou d'une déclaration de politique générale ou d'une présentation de programme rejetée par l'hémicycle ", le MSF souligne que ledit projet de loi ne respectait pas les principes fondamentaux de droit, notamment l'impartialité, la non rétroactivité et l'impersonnalité.

S'agissant de la proposition de loi en gestation à l'initiative du couple CAR - ADDI, le MSF estime " qu'elle est la bienvenue " mais malheureusement, relève le coordinateur du MSF, elle n'est pas impartiale. " Les principes veulent que la loi ne soit pas rétroactive, mais aujourd'hui, les gens proposent une loi qui frappe le président de la République élu démocratiquement élu en 2010. Nous disons non à cette loi (…). Tant que les textes fondamentaux ne seront pas respectés, l'opposition trouvera en face la Majorité Silencieuse ", a déclaré Katanga Poro Tchakpala. Le coordinateur général du MSF poursuit en ses termes : " Oui à la révision constitutionnelle, mais tout en respectant les dispositions des textes."

Sur la question des réformes, le MSF ne trouve pas à redire : " Nous sommes d'accord pour les réformes, mais il faut qu'elles respectent les textes ".

Au sujet de la limitation du mandat présidentiel, le MSF estime " qu'il s'agit bien de la révision de la Constitution, or celle-ci porte en elle-même les dispositions de sa révision (…), à savoir : la modification est acceptée par les 4/5 des députés ou par référendum. Relevant que cette question de limitation de mandats et l'élection présidentielle à un tour " ne sont pas une invention de feu Président Eyadéma, encore moins du Président Faure Gnassingb é ", le MSF rappelle que cette disposition " figure dans la première constitution promulguée en 1961 par le Président Sylvanus Olympio. Et le Président ayant prêté serment sur cette constitution, il se doit de la protéger ".

Soulignant qu'il était inopportun de " transposer ce qui se passe ailleurs dans notre pays sans se référer à la réalité et au contexte du Togo ", le MSF a saisi cette occasion pour " inviter le peuple togolais à être vigilant " et à descendre massivement dans la rue le 21 novembre prochain pour appeler au respect des institutions du pays ".

Le MSF rejoint ainsi d'autres mouvements et associations membres du parti UNIR qui appellent également à manifester pour la même cause.

JPB

Baisse des cours du pétrole

La hausse du dollar complique toute baisse de prix à la pompe qui sera néanmoins effective prochainement au Togo

Depuis mi-juin, les cours mondiaux du brut ont chuté d'environ un tiers. Face à cette baisse du prix du baril, les Togolais s'attendaient automatiquement à voir une incidence sur le prix du litre à la pompe. Mais depuis, rien ne semble se pointer à l'horizon, d'où une mobilisation des organisations de la société civile pour exiger de l'Etat un geste allant dans le sens de cette réduction. Mais le gouvernement est-il vraiment réfractaire à la baisse de prix des produits pétroliers à la pompe ?

Mme Bernadette Balouki-Légzim, ministre du Commerce

" Le système en vigueur au Togo consiste à acheter les produits pétroliers à partir d'un appel d'offres international. Quand un trader gagne le marché, l'idée est de s'entendre sur un prix bloqué pendant 3 mois. Les appels se font chaque trimestre. Les derniers stocks ont été achetés en août - ceux vendus actuellement par les stations-service - au moment où le pétrole n'avait pas encore franchement baissé ", a expliqué Bernadette Legzim-Balouki, la ministre du Commerce et de la Promotion du secteur Privé.

Pour elle, ce dispositif de prix bloqué a l'avantage de mettre le Togo à l'abri en cas de flambée brutale du baril.

Dans un arrêté ministériel pris le 22 octobre 2014, la ministre a tenu à préciser que " les prix des produits pétroliers sont déterminés conformément au décret n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers. Les prix fixés par l'Etat et publiés par arrêté interministériel constituent les prix plafonds ". Et le texte de préciser qu'" en cas d'application des prix de vente inférieurs aux prix plafonds, les sociétés pétrolières sont tenues d'afficher ces prix dans leurs stations-service respectives ".

Les prix de l'essence et du diesel devraient baisser prochainement à la pompe car le Togo s'apprête à lancer de nouveaux appels d'offres sur la base d'un baril à 75$ environ (le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en décembre). Seule incertitude, le cours du dollar.

La hausse du dollar US sur le marché boursier est peu favorable au FCFA et à l'Euro et pourrait même anéantir du même coup la baisse des cours du pétrole.

Dans tous les cas, l'Etat togolais veut prendre des mesures pour favoriser une baisse des prix à la pompe. Vivement que cela se fasse pour le bonheur de tous les consommateurs.

P.A.

Lumière

Présentation des enfants à l'église

Si nous traitons le problème de présentation des enfants à l'église, c'est suite à la question du frère Joseph du Gabon qui voulait savoir si on peut présenter des enfants dans l'église du Seigneur. Luc 2 :21-24 nous dit : " Le huitième jour auquel l'enfant devait être circoncis était arrivé, on lui donna le nom de Jésus, nom qu'avait indiqué l'ange avant qu'il soit conçu dans les seins de sa mère. Et quand le jour de leur purification fut accompli selon la loi de Moise, Joseph et Marie le portèrent à Jérusalem pour le présenter au Seigneur suivant ce qui était écrit dans la loi du Seigneur.

Tout male, premier né sera consacré au Seigneur, pour offrir en sacrifice deux tourterelles et deux jeunes pigeons comme cela est précis dans la loi du Seigneur ". Beaucoup sont les faux docteurs qui enseignent qu'on a présenté Jésus au temple au huitième jour. Cette déclaration est fausse car la bible dit que c'est le huitième jour que l'enfant a été circoncis. Il n'est pas dit que l'enfant est présenté au temple le huitième jour.

Le jour même de présentation de l'enfant est écrit dans Lévitique 12 :1 selon la loi de Moise. " L'Eternel parla à Moise et lui dit. Parle aux enfants d'Israël et dis : Lorsqu'une femme deviendra enceinte, et qu'elle enfantera un fils, elle sera impure pendant sept jours ; elle sera impure comme au jour de son indisposition menstruelle. Le huitième jour, l'enfant sera circoncis, elle restera encore trente-trois jours à se purifier de son sang. Elle ne touchera aucune chose sainte et elle n'ira point au sanctuaire jusqu'à ce que le jour de sa purification soit accompli. Si elle enfante une fille, elle sera impure pendant deux semaines comme au temps de son indisposition menstruelle et elle restera soixante six jours à se purifier de son sang.

Lorsque les jours de sa purification seront accomplis pour un fils et pour une fille, elle apportera au sanctuaire à l'entrée de la tente d'assignation un agneau d'un an pour l'holocauste et un jeune pigeon ou une tourterelle pour le sacrifice d'expiation. Le sacrificateur les sacrifiera devant l'Eternel et fera pour elle d'expiation et elle sera purifiée du flot de son sang. Telle est la loi pour la femme qui enfante un fils ou une femme. Si elle n'a pas de quoi se procurer un agneau, elle prendra une tourterelle et deux jeunes pigeons, l'un pour l'holocauste et l'autre pour le sacrifice d'expiation. Le sacrificateur fera pour elle l'expiation et elle sera pure ".

Nous voyons que Jésus est présenté au temple le 41e jour. Ses parents étaient pauvres et ne pouvaient pas avoir un agneau ; c'est pourquoi ils ont présenté une tourterelle et deux jeunes pigeons. En conclusion, nous voulons dire que cette pratique n'est pas chrétienne. Personne ne peut présenter son enfant à Dieu. Celui-là qui fait cette pratique aujourd'hui, refuse le sacrifice de Jésus qui est mort sur la croix. Les apôtres et les premiers chrétiens n'ont jamais présenté leurs enfants à l'église. Que Dieu vous aide à demeurer dans la doctrine des apôtres !

Ecoutez cette bonne parole chaque vendredi de 10heures à 11heures
sur radio Carré Jeune (RCJ 103.1 FM)
Frère Koffi : 90213158 /Visitez le site www.retour-doctrine-apotres.fr
E-mail laveritequilibere@yahoo.fr

Offre d'emploi

Une société de la place recherche des employés ayant au minimum le niveau BAC 2 et capables de travailler dans la zone d'Avepozo.

Les candidats devraient être âgés de trente cinq ans au plus. Une expérience dans le domaine de la santé serait un atout.

Le dépôt de dossier se fait au secrétariat de radio Kanal Fm au plus tard le 27 novembre 2014.

www.togoportail.net
Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales togoportail.net
"togoportail, toute l'information à votre portée"

Fait divers

L'ARGENT, POUVOIR DU DIABLE ?

A en croire certains penseurs, l'argent ferait bien la réputation du diable. Ne dit-on pas aussi que l'argent est le nerf de la guerre ? La Crtv, la radio d'Etat camerounais a rapporté ce lundi qu'une dizaine de pasteurs se seraient affrontés le week end dernier à Biba II près d'Ebolowa dans le sud du pays.

Cet affrontement très musclé serait intervenu lors d'un culte d'inhumation d'un patriarche du coin. A l'origine de cette discorde, les offrandes collectées lors de l'office religieux.

Tout est parti d'un ordre intimé par l'officiant du culte aux diacres chargés de la collecte des fonds de ne pas communiquer le montant de la somme et de venir la lui remettre en main propre. Ce qui a courroucé les pasteurs invités qui auraient alors demandé à l'ordinaire des lieux de remettre la totalité de la somme sous peine d'annulation de l'office religieux. Le révérend aurait refusé d'obtempérer et aurait asséné un coup de poing à son voisin immédiat à l'autel de la paroisse. La fièvre serait alors montée d'un coup. La confusion aussi.

Il aurait fallu l'intervention des autorités administratives présentes à ces obsèques pour qu'on en arrive à une sortie de crise. C'est dans cette atmosphère surchauffée que le patriarche aurait été inhumé.

B.TALOM

Programme Millenium Challenge Corporation (MCC) des USA:

Le Togo a validé sept (07) points

Après la restauration de la stabilité politique il y a quelques années, le Togo a engagé des démarches devant lui permettre d'être éligible au Millenium Challenge Corporation (MCC), un programme du gouvernement américain visant à lutter contre la pauvreté dans les pays en développement. Pour être admissible au financement du Compact MCC, les pays sont évalués sur la base d'indicateurs contrôlés de manière indépendante et qui mesurent leurs performances dans les domaines ciblés, notamment la bonne gouvernance, l'économie, les droits de l'homme, l'éducation, la santé, etc. Et le Togo, aujourd'hui plus qu'hier, est beaucoup plus proche de décrocher ce sésame qui lui permettrait d'ouvrir son trésor public aux milliards du MCC.

La cellule nationale du MCC; à droite le coordonnateur

C'est en début de ce mois de novembre qu'a siégé le Conseil d'Administration du Millenium Challenge Corporation (MCC).

Le Togo qui a postulé il y a quelques années déjà, devra attendre encore un peu puisqu'il n'a pas encore validé son ticket ; mais ce n'est qu'une question de mois.

Parti de nulle part, le pays de Faure Gnassingbé a, dans le dernier scorecard 2015 du Millenium Challenge Corporation (MCC), obtenu sept (07) indicateurs au vert contre cinq (05) l'année dernière avec des progrès majeurs sur deux indicateurs, à savoir : " la politique commerciale " et " la liberté de presse ".

Sur les treize (13) indicateurs restants, huit (08) se situent aujourd'hui sur la médiane en dépit de la non comptabilisation des scores du rapport Doing Business 2015 pour lequel le Togo a fait un bon de quinze (15) places avec quarante cinq places gagnées pour le seul indicateur de " création d'entreprises ".

Egalement, les réformes qui s'opèrent dans le pays avec en toile de fond, un climat politique apaisé, accordent une place particulière à la gouvernance économique et à la lutte contre la pauvreté engagée par les plus hautes autorités du pays.

Les efforts visant à renforcer la gouvernance économique se sont intensifiés avec notamment l'adoption du code des douanes, la mise en place en début d'année de l'Office Togolais des Recettes (OTR) fusionnant les principales régies financières, les douanes et les impôts, en vue d'améliorer la mobilisation des ressources publiques, sans oublier l'opérationnalisation du Guichet Unique du Commerce Extérieur.

A travers la politique audacieuse du gouvernement qui a entrepris d'importantes réformes et à l'analyse des scores, l'on est en droit de dire que le Togo a une marge de manœuvre assez prometteuse pour l'avenir. Ainsi, l'année 2015 sera décisive pour le Togo dans sa marche vers son éligibilité au MCC. Il s'agira pour notre pays de consolider les acquis et de faire mieux là où les signaux sont encore au rouge.

Rappelons que le MCC est un programme du gouvernement américain qui vise à vise à lutter contre la pauvreté dans les pays en développement. Il est fondé sur le principe que l'aide est plus efficace quand elle stimule la croissance économique par le renforcement de la bonne gouvernance, la liberté économique et les investissements dans les ressources humaines.

JPB

L'an I de la mise en œuvre de la SCAPE :

Les partenaires du Togo recommandent une revue à mi-parcours en 2015

Après l'atelier de juin dernier qui avait réuni les acteurs de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), c'était le tour du gouvernement togolais et ses partenaires techniques et financiers de faire un break afin de passer en revue les résultats de cette stratégie à l'issue de la première année d'exécution. Un exercice qui n'a pas été du tout repos pour ceux qui en avaient la charge. Mais d'ores et déjà, les partenaires du Togo recommandent sa revue à mi-parcours en 2015, afin de corriger ce qui doit l'être.

" Il nous faut reconnaître que des goulots d'étranglement persistent et limitent la portée des résultats (…). C'est pourquoi nous devons, avec un recul objectif, identifier avec précision les mesures à prendre pour lever progressivement ces contraintes ", avait reconnu le ministre de la Planification, Sémodji Djossou, en juin dernier, au moment de faire le bilan après un an d'exercice de la SCAPE. Une déconvenue confirmée quelques mois plus tard par le président du Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement (CNPPD), le Premier ministre, Séléagodji Ahoomey-Zunu, et qui a eu pour premier effet l'ajournement de la déclaration du gouvernement qui devrait être faite à la fin de la revue.

Performances de la SCAPE encourageantes en 2013

Les partenaires techniques et financiers du Togo estiment les performances globalement encourageantes de la SCAPE en 2013, première année de sa mise en œuvre. Il s'agit notamment de la croissance qui s'est maintenue à un niveau honorable pour un pays comme le Togo, de même que le progrès significatif du taux d'achèvement du primaire et du taux du passage au secondaire.

Cependant, la majorité des indicateurs de progrès de la SCAPE se situe en dessous des objectifs prévus pour l'exercice 2013.

Au plan santé, il reste encore des défis importants qui sont exacerbés par l'actuelle épidémie de la maladie à virus Ebola. Les partenaires estiment que ces défis pourraient être mieux traités avec l'accélération des réformes en cours, notamment celles qui touchent au cadre institutionnel.

Par ailleurs, tirée principalement par les investissements publics, la croissance togolaise et ses effets sont particulièrement perceptibles à Lomé et dans la région Maritime, mais peu ressentis dans les autres régions du pays. Cette croissance demeure encore insuffisamment inclusive et ne génère pas suffisamment d'emplois pour enrayer, voire inverser, la courbe du chômage, notamment celui des jeunes.

Pour terminer, les partenaires notent l'absence d'avancées notables dans le processus d'organisation des élections locales en 2013, alors que la tenue d'élections législatives inclusives et pacifiques en juillet de la même année offre des opportunités pour une percée à cet égard.

La tabe d'honneur lors de la rencontre avec les acteurs

Financement de la SCAPE

Un point positif a été ici relevé. Les partenaires du Togo apprécient l'effort global de mobilisation des ressources internes traduit par la progression du taux de pression fiscale. La mise en place de l'Office Togolais des Recettes ainsi que l'émergence de projets innovants tel Togo Invest Corporation, témoignent de la ferme volonté des autorités d'introduire des réformes qui pourront accroître durablement les capacités de mobilisation des ressources du pays, dans le cadre des stratégies de lutte contre la corruption et de promotion de l'investissement privé.

Cependant, les partenaires du Togo restent préoccupés par les conditions et critères d'élaboration du budget en 2013, qui comme en 2014, ont conduit au vote de lois de finance peu centrées sur la SCAPE et peu réalistes, nécessitant ensuite un recours répété à des collectifs budgétaires.

La conséquence de cette situation est que l'accord sur un programme macro économique et de réformes appuyés par le FMI, n'a pas pu devenir effectif, et tout ou parties des appuis budgétaires et certains financements des principaux bailleurs n'ont pu être délivrés ou mobilisés par la suite.

L'autre conséquence est que la tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la SCAPE a simplement été reportée. Et comme effet induit, les flux d'aide en faveur du Togo, qui avaient atteint un pic historique de 448 millions de dollars en 2012, ont baissé à 379 millions de dollars en 2013, selon les données provisoires renseignées par la plateforme de gestion d'aide. La priorité a été donnée aux investissements routiers alors que les dotations pour les domaines sociaux se sont vues réduites substantiellement.

Le suivi…

Tout en encourageant le gouvernement togolais à assurer un niveau adéquat de ressources en faveur des secteurs sociaux, afin de soutenir l'effort d'amélioration des indicateurs dans ces domaines, les partenaires du Togo suggèrent, face à la multiplicité des défis, un meilleur agencement des priorités à court et moyen termes, ainsi qu'un dialogue renforcé dans la mise en œuvre de la SCAPE, tant au sein de l'administration publique que vis-à-vis des partenaires.

Même si la capitalisation des différents programmes de réformes au sein des administrations intervenus depuis 2008, présente des résultats encourageants, ceux-ci sont lents et méritent d'être soutenus.

A cela, il faut ajouter le fait que les départements ministériels restent confrontés à un double enjeu de manque de cadres et de faibles capacités, auquel s'ajoutent la timidité du dialogue sur les politiques, la faiblesse des systèmes de gestion des ressources humaines, la forte concentration du pouvoir de décision au sein des hiérarchies administratives, le cloisonnement des principaux ministères transversaux et le faible développement de l'inter ministérialité.

Même si la mise en œuvre de la SCAPE a du plomb dans l'aile, il faut que la SCAPE reprenne sa place centrale en amont de tous les processus de développement ; que sa revue à mi-parcours soit réalisée en 2015 ; elle devra tirer profit de la vision à long terme du Togo en cours de finalisation et des réalités budgétaires, afin de mieux refléter les enjeux et défis auxquels le pays se voit confronté ; que la concertation et le dialogue entre les secteurs public et privé soient davantage intensifiés afin de donner à l'initiative privée un rôle accru dans la mise en œuvre des objectifs de la SCAPE et son financement ; etc.

Jean-Pi

6ème et dernière journée des éliminatoires CAN Guinée Equatoriale 2015/ Ghana 3 - Togo 1 :

Le cauchemar des Eperviers du Togo sous la houlette d'un coach local

TCHANILÉ TCHAKALA, VOICI LA SORTIE !

On a disputé hier sur le continent les 14 matches comptant pour le dernier round des éliminatoires de l'édition 2015 de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football qui se jouera du 17 janvier-8 février en Guinée Equatoriale. Le Togo, dans le groupe E, qui avait fini en quarts de final lors de la précédente CAN, est contraint de suivre la CAN depuis les petits écrans. Adébayor et compagnie ont concédé une seconde défaite d'affilée face aux Blacks Stars du Ghana (1 but contre 3). Une défaite prévisible qui prouve une fois de plus l'incapacité d'un coach national, fût-il Tchanilé Tchakala, de diriger une équipe comme le Togo.

Shèyi (g) disputant un ballon avec le solide défenseur du Ghana

Les rideaux sont tombés sur les éliminatoires de la CAN Guinée Equatoriale 2015. Les regards sont désormais tournés d'abord vers le dernier ticket du meilleur deuxième et vers le tirage au sore pour les quatre poules de cette messe continentale du ballon rond.

Le Togo qui avait ses cartes en main depuis la première journée de ces éliminatoires de la CAN 2015, a été désillusionné, mettant en lumière un entraineur local en manque de repères et de poigne.

Après l'humiliation de l'avant-dernière journée à domicile face au Silly national de Guinée (1-4), les Eperviers avaient besoin d'un exploit à Tamalé devant les Blacks Stars du Ghana lors de la dernière journée disputée hier. Au finish, Shéyi et compagnie n'ont pas pesé lourd dans la balance. Ils n'étaient pas passés loin de la correction car, les Ghanéens, sans leurs ténors (Asamoah Gyan, André Ayew, Kwadjo Assamoha, etc.), ont fait l'essentiel en remportant avec la manière cette confrontation qui s'annonçait difficile.

Les Eperviers encaissent un premier but peu après le premier quart d'heure, œuvre de Abdoul Majeed ; puis un second d'un superbe lobe du milieu ghanéen, Mubarak Wakaso, qui laisse le portier togolais sans réaction. Les Eperviers poussent et obtiennent la réduction du score peu avant les citrons grâce à l'ainé des frère Ayité, Jonathan. Mais au retour des vestiaires, les Togolais concéderont un but contre leur camp, synonyme de désastre. Dans l'autre confrontation, c'est le bourreau du Togo lors de la 5ème journée, la Guinée, qui a pris le dessus sur les Ougandais battus 2 buts à 1. Dans ce groupe E, c'est donc la Guinée qui va accompagner, en janvier prochain, le Ghana en Guinée Equatoriale.

Tchanilé Tchakala, voici la sortie !

L'annonce de sa nomination comme sélectionneur des Eperviers du Togo avait sérieusement émoussé les espoirs des analystes avisés qui voyaient en cet homme, la porte du malheur du football togolais. Et les faits leur donnent raison aujourd'hui car, jamais les Eperviers n'ont encaissé autant de buts dans une compétition (12buts encaissés contre 05 marqués). Jamais, les Eperviers n'ont été collectivement médiocres au moment même où individuellement, pour la plupart, certains d'entre eux, sont des références dans leurs clubs.

Le désormais ex coach des Eperviers du Togo

Mais qu'est-ce qui n'a pas marché ? Ces Eperviers ont manqué à un moment donné de berger, de parrain, de quelqu'un qui pouvait les galvaniser, leur venir en aide aussi psychologiquement, tactiquement que mentalement. Et ce bagage, cette carrure, Tchanilé Tchakala, le désormais ex- coach des Eperviers du Togo, est loin d'en avoir même le tiers.

Quel gâchis ? Dire que le Togo qui s'était vu barrer la route des demi-finales par un Burkina Faso médiocre et chanceux lors de la dernière CAN, est simplement contraint de suivre la prochaine compétition depuis les petits écrans ! Et la faute à qui ? Certainement à Tchanilé Tchakal qui a lui-même reconnu que " Nous n'étions pas à la hauteur de notre tâche ! ", après la douche infligée aux éperviers par la Guinée.

Adieu Tchanilé Tchakala !!

Outre le Ghana et la Guinée, la Côte d'Ivoire est le onzième qualifié pour la compétition-phare du continent africain, après l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burkina Faso, le Gabon, le Cameroun, le Cap-Vert, la Zambie, la Tunisie, le Sénégal et le pays-hôte, la Guinée équatoriale, (qui a repris l'organisation initialement prévue au Maroc). Le tirage au sort aura lieu le 3 décembre à Malabo, capitale équato-guinéenne.

JPB

Promotion de la musique togolaise :

L'édition "All Music Awards 2014" officiellement lancée

La grande soirée de remise des trophées aux lauréats de " All Music Awards " aura lieu le vendredi 19 décembre au Palais des congrès de Lomé. L'information en a été donnée le 13 novembre dernier par le comité d'organisation au cours d'une conférence de presse servant de lancement officiel de ce grand évènement culturel. C'était devant un parterre de journalistes et d'artistes de la chanson.

" All Music Awards " est la nouvelle appellation de " Hip Hop Awards ", une initiative de Radio Zéphyr qui entend célébrer la musique togolaise, dans toutes ses composantes au cours d'une soirée. Selon les organisateurs, ce changement d'appellation s'explique par des " mutations croissantes " que connaît la musique togolaise. " Cet évènement historique unique en son genre, a marqué le monde et l'évènement a aussi connu plusieurs changement afin de s'adapter aux réalités du terrain ", a expliqué le président d'organisation de l'évènement, Patrick BLANDE, directeur général de Radio Zéphyr.

" All Music Awards " est un évènement de récompenses de la musique togolaise diffusée au Togo durant l'année, sur les radios et principalement sur Radio Zéphyr (télévisions, dans les boites de nuit, bars, les discothèques, maquis, cérémonies sociales, etc.), et qui ont marqué l'année.

Le président du Comité d'organisation, au micro.

" L'évènement qui a commencé en 2003 sous le label Zéphyr, a pour objectif de promouvoir la musique togolaise dans tous les genres, d'encourager également les artistes à exceller dans la qualité de ce qu'ils réalisent, de créer un canevas qui puisse focaliser le regard du monde entier sur le Togo et lui permettre de se faire valoir à l'étranger ", a souligné le président du comité d'organisation.

" Cette anné, nous avons pris l'initiative de mieux réussir cet événement, de faire en sorte que les artistes mélomanes, ceux qui écoutent la musiques togolaise puissent être égaillés au cours de cette grande soirée ", a-t-il rassuré.

Pour le représentant de la ministre en charge de la Culture, M. Keguewe Sogoyou, il est important de mettre désormais l'accent sur les messages véhiculés par les artistes dans leurs chansons. Il a félicité le comité d'organisation et tous qui s'investissent pour faire de la musique togolaise une musique toujours plus agréable. Il a invité les artistes à véhiculer les messages sur le civisme qui, selon lui n'est pas seulement du ressort des hommes politiques. " Que de temps à autre les artistes disent ce qui peut aider les jeunes ", a-t-il laissé entendre.

La 12e édition des Awards de la musique togolaise a introduit une innovation avec l'entrée de quatre nouvelles catégories.

Il est prévu un show de présélection pour la catégorie Révélation, Meilleur Crew Dance hip hop et Meilleur Crew danse kamou le 30 novembre prochain. La finale se fera le 19 décembre 2014, au cours de la soirée des awards.

Des prix spéciaux seront attribués par le Comité d'Organisation à des artistes ou à des personnalités qui se sont distingués au cours de l'année ou de l'histoire de la musique togolaise.

Pierre Agbanda

Bulletin Officiel de la Cote de la BRVM / 19 NOVEMBRE 2014

LA BRVM EN HAUSSE

La BRVM a clôturé sa séance du mercredi 19 novembre 2014 en hausse par rapport à la séance précédente.

L'indice BRVM 10 est passé de 251,25 à 252,99 points, soit une progression de 0,69%. L'indice BRVM Composite, pour sa part, a gagné 0,78% à 239,13 points contre 237,29 précédemment.

1. La valeur des transactions s'est établie à 757,91 millions de FCFA contre 2,11 milliards de FCFA le mardi dernier.

2. La capitalisation boursière du marché des actions se chiffre à 5 811,95 milliards de FCFA. Celle du marché obligataire s'élève à 1 163,34 milliards de FCFA.

3. Le titre le plus actif en volume est Ecobank Transnational Incorporated TG avec 87 673 actions échangées. Le titre le plus actif en valeur est SONATEL SN avec 393,32 millions de FCFA de transactions.

Scrutin présidentiel de 2015

La CENI bientôt dans le vif du sujet avec la révision des listes électorales

L'élection présidentielle prévue pour se tenir au premier trimestre de 2015 approche à grand pas et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) se prépare en conséquence.

L'institution en charge de l'organisation au Togo a d'ores et déjà présenté au premier ministre Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu le programme qu'elle a élaboré pour les activités de révision des listes électorales jusqu'à la production des listes définitives pour ce scrutin.

Taffa Tabiou, président de la CENI

C'est le président de ladite institution, Issifou Taffa tabiou, lui-même qui l'a révélé au sortir d'une audience accordée par le chef du gouvernement au bureau de la CENI.

" Le chronogramme nous permettra d'aller jusqu'au scrutin et de donner de façon précise la période où l'élection doit se tenir ", a-t-il souligné.

Outre le chronogramme, la CENI a remis au Premier ministre son projet de budget de fonctionnement 2015 et celui de l'élection présidentielle.

Cette démarche fait suite à la création, par l'Institution, de 581 nouveaux Centres de Recensement et de Vote (CRV) dans le cadre de la révision des listes électorales.

La révision des listes électorales se fera dans les 4088 CVR opérationnels qui accueilleront les électeurs et autres pétitionnaires dans le cadre de l'organisation de l'élection de 2015.

Soulignons que les CRV sont animés par les Comités de listes et cartes (CLC), des démembrements de la CENI chargés du recensement électoral, de la révision des listes électorales et de la délivrance des cartes d'électeurs.

Pierre A.

BURKINA FASO : Le lieutenant-colonel Isaac Zida nommé Premier ministre

Le Burkina Faso a désormais un nouveau Premier ministre. Le lieutenant-colonel Zida vient tout juste d'être nommé à ce poste, ce mercredi 19 novembre, par le nouveau président de la transition Michel Kafando. Cette désignation est loin d'être une surprise, elle était même attendue.

Cette nouvelle nomination au palais présidentiel de Kossyam est une confirmation des bruits de couloirs entendus dans les arcanes du pouvoir burkinabè depuis 24 heures. Depuis la désignation de Michel Kafando, les deux hommes avancent main dans la main. Ils abordent les mêmes thématiques, utilisent le même langage, parlant par exemple du respect obligatoire de la Constitution, de la volonté d'aller de l'avant ou encore de réconcilier les Burkinabè.

Le lieutenant-colonel Zida a su, en quinze jours de gestion du pays, se donner une stature d'homme d'Etat. Sa rigueur, sa volonté d'aller vite, sa capacité à respecter un calendrier lui ont donné une confiance, notamment de la rue. " On veut Zida, car il sera capable de contrôler les politiques et d'éviter les dérives ", nous expliquait par exemple un jeune commerçant la veille de cette nouvelle nomination.

Le Lt-col Issac Zida, PM du BF

Un gouvernement annoncé jeudi

Dans la classe politique, cette nomination d'Isaac Zida à la Primature est visiblement bien perçue : " C'est l'homme de la situation, il a pris des risques, il est compétent. " " L'armée a lâché des choses durant les négociations : les postes de président du pays, de l'Assemblée... C'est donc un compromis ", ont expliqué à RFI différents leaders de l'opposition.

Un pouvoir civil et militaire se met donc en place au Burkina. A voir comment vont réagir la Communauté internationale et la société civile du pays. Michel Kafando et le lieutenant-colonel Zida sont en tout cas déjà au travail. Ils ont été aperçus dans les coulisses du palais de Kossyam, visiblement sereins et concentrés. Leur première mission : travailler sur le gouvernement qui doit être annoncé ce jeudi 20 novembre.

Source : ri.fr

"La transition va être compliquée", selon Bruno Jaffrey

Michel Kafando a été choisi au Burkina Faso pour conduire la transition et préparer l'élection présidentielle dans un an. Une désignation qui tourne la page du régime militaire. Qui est-il ? Que va-t-il pouvoir faire d'ici 2015 ? Quelles sont les attentes des Burkinabè ? Autant de questions posées à Bruno Jaffrey, historien de la Révolution, auteur de "Thomas Sankara" paru aux Editions Cetim en juin 2014.

RFI :Trois candidats avaient été retenus par le collège de désignation : le journaliste Cherif Sy, l'ex ministre Joséphine Ouédraogo et donc Michel Kafando. Pourquoi selon vous, a-t-il été préféré ?

Bruno Jaffrey : D'après ce que je crois savoir, les discussions ont quand même été difficiles puisque j'imagine que Joséphine Ouédraogo qui est une ancienne ministre de Thomas Sankara, et Cherif Sy qui est un journaliste très connu au Burkina, et pour avoir créé le premier journal d'opposition en fait dans des difficultés, qui a eu plusieurs fois des problèmes avec le régime, aurait sans doute eu la préférence du mouvement populaire.

Cela dit, Marcel Kafando c'est, si je ne me trompe, un des deux choix des militaires et surtout c'est un diplomate. Donc je pense que c'est ce qui a été déterminant dans la discussion, qu'il soit diplomate. J'ai un peu regardé ; il a surtout été plutôt, non pas un homme politique, mais plutôt un homme de ministère. Il a été ambassadeur à l'ONU, il a eu des postes de responsabilité dans des ministères liés aux relations internationales etc. Donc je pense que c'est ce qui a été déterminant dans le choix, avoir quelqu'un qui connaisse un peu la communauté internationale et qui puisse être adopté par elle le plus rapidement possible.

Quelles sont les missions qui attendent désormais Michel Kafando ?

Il est évidemment au-devant d'énormes problèmes parce qu'il faut d'abord soulever la qualité de ce qui s'est passé. On a tout de suite crié au coup d'Etat militaire. Ce qui se passe, c'est un peu inédit dans l'histoire en général. On a un régime entre l'Etat d'exception, entre une période révolutionnaire… On est un peu au milieu de tout ça… Une discussion de toutes les forces vives du pays, et tout le monde finalement se met d'accord dans un grand esprit de responsabilité. Il faut d'abord souligner ça.

Michel Kafango, présidnet de la transition du BF

Maintenant quelles sont les difficultés ? Les difficultés c'est que le soulèvement populaire est lié certes au régime de Blaise Compaoré. Il est lié aussi beaucoup au fait qu'il y a une grande misère dans le pays et que tous ces jeunes sont un peu laissés à eux-mêmes, ils n'ont pas de travail. Les services fonctionnent mal ; les services publics, la santé, l'école, l'université… Tous les gens ont une énorme attente de ce point de vue là. Et donc il faut répondre.

Et Michel Kafando aura les mains libres durant un an pour mener ces missions-là ?

Non, il ne les aura pas. Donc c'est pour ça que je vous dis que ça va être des difficultés. Et enfin il les aura difficilement, parce que la charte ne s'est absolument pas prononcée sur un quelconque contenu politique ni sur des priorités à mettre en place. La deuxième difficulté, c'est qu'en fait l'objectif principal de la charte de transition est de préparer des élections. Et jusqu'à maintenant, on a eu les partis politiques qui étaient unis en fait pour chasser Blaise Compaoré. Aujourd'hui, ils vont être en confrontation et en concurrence. Et donc on va être dans des difficultés.

En plus, la représentativité des gens qui ont décidé de discuter de cette transition n'est à peu près pas contestée, si ce n'est au sein de la société civile où c'est seulement maintenant que l'on découvre qui étaient les gens qui y ont participé. Donc voilà, les difficultés c'est : qu'est-ce qu'il va pouvoir faire ? Comment il va réussir à gérer ?

Et les relations internationales, je pense que c'est le rôle qu'on attend de lui, mais surtout la gestion politique interne. Ce n'est pas un homme politique. En fait c'est plutôt un homme de ministère, c'est un technicien. Mais derrière, il va y avoir les forces politiques qui vont s'affronter. Donc il a effectivement une tâche très difficile qui l'attend.

Cela veut dire qu'il y a de vrais dangers qui pèsent sur cette transition qui jusque-là apparaissait apaisée ?

Dangers, non… Parce que je pense que les dangers n'ont pas éclaté jusqu'ici, donc il y a un vrai consensus qui s'est décidé, une espèce de responsabilité collective. Il faut qu'on remette notre pays à flot, qu'on discute et que chacun fasse des concessions. C'est ce qui s'est passé finalement. Mais cela dit, le peuple depuis quinze jours - on ne peut pas dire qu'il soit vraiment consulté - il est là, il attend… Et maintenant, il va sans doute refaire parler de lui, si vous voulez, d'une façon ou d'une autre, assez rapidement.

Dans cette configuration, que peuvent devenir les militaires ? Est-ce qu'en sous-main, ils vont continuer à jouer un rôle ?

Ils ont un rôle à jouer. Je pense qu'ils ont marqué des points en se faisant finalement accepter. J'ai écouté le discours de Zida, il est assez tempéré, en même temps il se revendique. Il revendique l'histoire et le mouvement de 66 où on avait chassé un politicien pour aller chercher un militaire. Il se revendique aussi de la Révolution, un petit peu de l'héritage de Sankara et il se revendique un peu d'une démocratie en général. Donc je pense qu'ils ont marqué des points. Maintenant ils vont effectivement contrôler. C'est quand même la force la plus constituée, la mieux constituée dans ce pays. Je pense qu'elle a accepté de donner le pouvoir aux civils, mais elle va évidemment jouer son rôle.

Simplement, je pense que les opinions politiques des militaires ne sont pas extrêmement claires. Donc, ils n'ont même peut-être pas de position tranchée. Donc il faut arriver à gérer en fait, ce rapport entre militaires, les hommes politiques et la société civile. Je pense qu'aujourd'hui ils ont bien géré ce problème parce que c'est quand même eux qui étaient les mieux constitués, avec les divergences au sein de ce qu'on appelle le peuple des partis politiques de la société civile qui n'ont pas encore eu le temps d'éclater.

Mais aujourd'hui elles vont éclater. Donc, cette responsabilité a pris le dessus jusqu'à maintenant, il appartient effectivement aux gens qui vont diriger la transition d'être de fins politiciens, et d'arriver à gérer aux mieux cette transition qui va être compliquée. Mais jusqu'à maintenant je pense qu'on peut être un peu rassuré de la responsabilité de l'ensemble du pays.

Source : rfi.fr

Ne fermons pas les yeux....!

LE RISQUE EST RÉEL

Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé